

AP N° 2024-MD-151-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE ET DE MESURES CONSERVATOIRES
à l'encontre de la société CERESIA concernant les installations situées
7, Avenue de la Gare à Val-des-Marais (51130)
dont le siège social est situé 16, Boulevard du Val-de-Vesle à Reims (51100)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment le livre V, parties législatives et réglementaires, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8 et L.511-1 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

VU l'arrêté préfectoral n° 88-A-29-IC du 11 juillet 1988 autorisant la société CERESIA à exploiter ses installations à Val-des-Marais (Coligny) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-APC-112-IC du 14 Novembre 2007 ;

VU la visite d'inspection du 22 Avril 2021 de l'inspection des installations classées et le rapport établi en date du 1er Juin 2021 ;

VU la lettre préfectorale de suites n° 2021-06-53 en date du 22 Juin 2021 ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 18 juillet 2024, faisant suite à sa visite du 29 avril 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 22 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

CONSIDÉRANT que les inventaires des engrais et des produits phytosanitaires ne permettent pas d'identifier les mentions de danger éventuelles de ces produits ;

CONSIDÉRANT l'impossibilité d'identifier les principaux produits à risques présents sur le site à partir de ces inventaires et de transmettre facilement ces informations aux services de secours ou à l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que ces inventaires n'intègrent pas la totalité des produits présents sur site, y compris certains produits présentant des mentions de dangers comme le gasoil non routier ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment où est stocké le compost classé à déclaration au titre de la rubrique 2171 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ne

dispose pas d'un seuil surélevé ou d'un dispositif équivalent permettant de le séparer de l'extérieur sur la face ouverte du bâtiment ;

CONSIDÉRANT que l'absence de seuil surélevé ou d'un dispositif similaire fait que le stockage de compost n'est pas effectué sur rétention ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 29 Avril 2024, l'inspection a constaté la présence de ruissellements provenant du stockage de compost et s'écoulant vers un collecteur d'eaux pluviales à proximité raccordé directement au bassin d'infiltration du site ;

CONSIDÉRANT que l'infiltration dans le sol des eaux contaminées par ces ruissellements issus du stockage de compost est de nature à entraîner une atteinte aux intérêts protégés visé à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le niveau d'eau présent dans les deux cuves de réserve d'eau incendie n'est pas clairement lisible malgré le nettoyage de celles-ci ;

CONSIDÉRANT l'absence de repère ou d'élément permettant de déterminer si le niveau d'eau présent dans les cuves de réserve d'eau incendie est suffisant pour atteindre les 150 m³ prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007 ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de procédure de contrôle périodique de l'état des cuves de réserve d'eau incendie ou de vérification du niveau d'eau à l'intérieur de celles-ci ;

CONSIDÉRANT qu'un écart portant sur les difficultés à déterminer le niveau d'eau dans les cuves de réserve d'eau incendie a déjà fait l'objet d'une lettre de suites lors de la précédente visite d'inspection en date du 22 avril 2021.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la mise en demeure

La société CERESIA, numéro SIRET 38196049100078, dont le siège social est situé 16 Boulevard du Val-de-Vesle à Reims (51100), est mise en demeure pour ses installations situées 7, Avenue de la Gare à Val-des-Marais (51130) de respecter les prescriptions des articles suivants, selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Etat des matières stockées

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 Octobre 2010 :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du Préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.»

Article 3 : Etanchéité de l'aire de compostage

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 2.10, de l'annexe I ; de l'arrêté ministériel du 5 Décembre 2016 :

« Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7. »

Article 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 Novembre 2007 :

« Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'une réserve incendie communale de 120 m3, d'un poteau incendie distant de 50 m de l'entrée du site, d'une réserve de 150 m3 disponible sur site au niveau du dépôt d'engrais liquides.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention en fonction des dangers sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. »

Article 5 : Délais

Les prescriptions des articles 2 à 3 du présent arrêté sont à respecter sous un délai de 3 mois.

Les prescriptions de l'article 4 du présent arrêté sont à respecter sous un délai de 1 mois.

Les délais prescrits s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Mise en place de mesures conservatoires

L'exploitant met en place des mesures conservatoires palliant les non-conformités visées à l'article 3 du présent arrêté, jusqu'à la levée de la mise en demeure formulée.

Ces mesures conservatoires visent à mettre en œuvre des actions immédiates permettant de ne pas rejeter d'effluents potentiellement pollués issus du stockage de compost dans les avaloirs situés à proximité du bâtiment de stockage.

A l'issue de la mise en place de ces mesures, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les preuves de leur mise en œuvre.

Les prescriptions du présent article sont à respecter sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

Article 7 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 10

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le maire de Val-des-Marais qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société CERESIA dont le siège social est situé 16, Boulevard du Val-de-Vesle à Reims (51100) pour son site situé 7, Avenue de la Gare à Val-des-Marais (51130).

Châlons-en-Champagne, le

13 AOUT 2024

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général**

Raymond YEDDOU